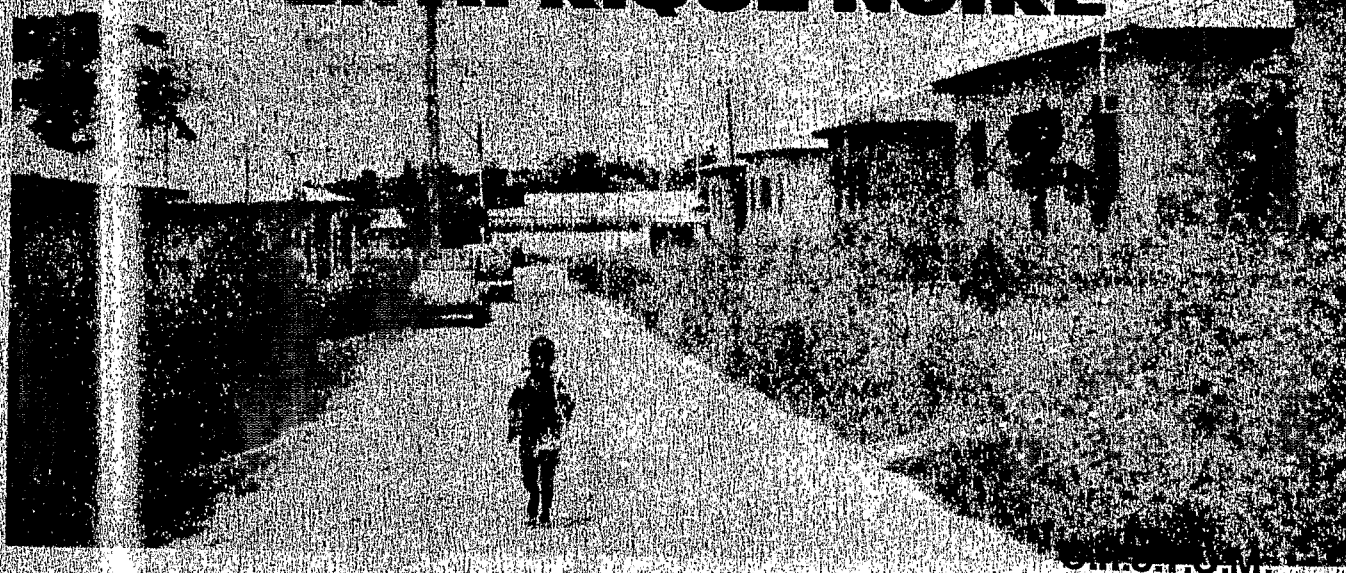


LE PROBLÈME DES VILLES EN AFRIQUE NOIRE

(N)

B 1548



Bâtiments des Allocations Familiales (Gabon)

I LE PROBLÈME DES VILLES EN AFRIQUE

Fond
N° : 1548

Cote B

Date 29 JUIN 1982

Si nous essayons de nous faire une idée du problème des villes en Afrique, nous nous trouvons en présence de faits contradictoires qu'il n'est pas toujours facile d'interpréter.

A | Le phénomène urbain dans le monde et en Afrique

En premier lieu, si nous nous replaçons dans le cadre de l'histoire, nous constatons que l'apparition de très grandes villes est relativement récente dans le monde : en 1800, aucune ville n'atteint le million d'habitants.

A cette époque, les grandes agglomérations se rencontrent surtout en Europe et en Asie. En Afrique, il en existe cependant deux qui dépassent les 100 000 habitants : Fez et Le Caire. C'est au cours du XIX^e siècle, avec le développement industriel, que la carte des grandes zones d'urbanisation commence à prendre les traits qu'elle a encore aujourd'hui. On assiste à un développement considérable de l'Europe et à l'apparition, en Amérique du Nord, de cette prolifération de très grandes villes que nous connaissons. Le phénomène le plus curieux, toutefois, ne se passe pas en Amérique, mais en Asie ou du Sud, au Sud-Est et à l'Est, on constate l'apparition de vastes agglomérations urbaines. En Afrique quelques centres nouveaux se joignent aux anciens, prin-

cipalement en Afrique du Nord, où c'est le cas d'Alger, de Tunis, d'Alexandrie, et en Afrique du Sud celui de Johannesburg et de Capetown.

De 1900 à nos jours, aucune zone nouvelle de grande urbanisation, du moins à l'échelon mondial, n'apparaît sur la carte. Les villes importantes grandissent; les grandes zones d'urbanisation à l'échelle mondiale se développent et s'étendent. En Afrique, en dehors de la côte méditerranéenne et de l'Afrique du Sud, la progression des grandes villes demeure sensiblement moins importante. En 1940, par exemple, aucun centre, dans les régions intertropicales, n'atteint 100 000 habitants, à l'exception d'Ibadan, de Lagos, de Khartoum et de Tananarive.

Si nous considérons donc la situation de l'Afrique sous l'angle du nombre et de la taille des villes, cette situation peut être considérée comme rassurante puisque l'Afrique y apparaît comme le continent le moins urbanisé du monde. Malheureusement, ces chiffres ne donnent pas une idée complète de la situation, dans la mesure où ils décrivent seulement l'état actuel des choses et ne montrent pas leur évolution. Or si nous considérons maintenant le taux d'accroissement des villes de plus de 100 000 habitants, c'est-à-dire la proportion d'habitants pour 100 dont ces villes augmentent chaque année, nous rencontrons une réalité tout à fait différente. Selon ce critère, nous nous apercevons, en effet, que, entre 1940 et 1952, les villes d'Europe ont augmenté de 1% par an, c'est-à-dire de

in. Nations Nouvelles, n° 16, Juin 1968, pp 23-30

B 1548

1.000 habitants pour 100.000 et les villes des super-Etats, U.R.S.S. et U.S.A., de 2%. Dans les pays en voie de développement, nous trouvons des taux beaucoup plus élevés, qui dépassent tous 3 1/2%. Et, cette fois, nous constatons que c'est l'Afrique qui a le taux de développement le plus fort du monde, avec 3,9% pour les villes de plus de 100 000 habitants, devant l'Asie avec 3,8% et l'Amérique du Sud avec 3,7%.

Il ressort de ces données que, si le problème de l'excès d'urbanisation ne s'y pose pas encore de façon irrémédiable, l'Afrique est tout de même au début d'un processus très caractérisé et qui concerne l'ensemble du continent. Et, si la cote d'alerte n'est peut-être pas atteinte (il est très difficile de définir un optimum d'urbanisation) il y a de fortes chances pour que l'Afrique arrive, un jour prochain, à un niveau voisin de celui des autres continents. A titre d'indication, le taux de croissance urbaine de la Nigeria, est aujourd'hui celui de l'Angleterre à la veille de la révolution industrielle.

Telle est donc, en quelques mots, la situation de l'Afrique par rapport au reste du monde, au regard du développement urbain.

B | *Le phénomène de la ville unique.*

Si nous essayons maintenant, en nous limitant cette fois à l'Afrique, de caractériser ce développement urbain, un fait nous paraît caractéristique : l'absence ou la quasi-absence de villes secondaires et de petites villes. Dans chaque État, on a le plus souvent une très grande ville qui fait fonction de capitale, souvent aussi de port maritime ou, au moins, de point de rupture de charge. Dans les pays les plus urbanisés, on a parfois deux ou trois de ces grandes villes, mais de toute façon, et c'est ce qui est important, il n'y a pas d'intermédiaires entre ces très grands centres et les villes secondaires qui ne sont guère, sauf exception, que des postes administratifs, auxquels est parfois associé un marché, mais dont la population, dans sa grande majorité, conserve des activités rurales.

Ce phénomène, qui est sans doute normal dans l'état actuel de l'Afrique, est certainement responsable d'un certain nombre de caractères, parmi ceux qui paraissent les plus inquiétants, de l'urbanisation de ce continent. On lui doit



Exode rural.

en particulier, la concentration sur un centre unique, des émigrants ruraux. On peut alors se demander si le taux de croissance exceptionnellement élevé des villes africaines n'est pas une apparence due simplement au petit nombre de ces grandes villes.

Une analyse plus détaillée nous permettra de préciser ces notions. Nous constatons d'abord, d'après les recensements, que c'est surtout la seconde guerre mondiale, avec ce que l'on a appelé l'effort de guerre, puis l'après-guerre avec ses investissements massifs et ses premières tentatives de développement qui ont provoqué les arrivées massives de population dans les villes. Mais au niveau de l'ensemble de la population, les conséquences de cette urbanisation rapide, qui se poursuit jusqu'à nos jours, ne sont pas encore très marquées. En 1956, 9 % seulement des Africains vivaient dans des centres de plus de 5 000 habitants. Toutefois, des différences régionales assez sensibles commençaient à apparaître dès cette époque et, dans les régions les plus urbanisées, des taux de 20 % de population urbaine étaient atteints et parfois dépassés.

Ces populations urbaines se groupent surtout dans les villes principales. En 1956, l'Afrique au sud du Sahara

comptait 26 villes de plus de 100 000 habitants, et 40 villes entre 45 000 et 100 000 habitants. Les régions les plus urbanisées étaient alors l'Afrique du Sud, le golfe du Bénin, le Ruanda et le Congo-Brazzaville.

Aujourd'hui, ces chiffres, déjà vieux de huit ans, sont largement dépassés.

C | *Signification du phénomène urbain.*

Pour limité qu'il soit, le phénomène de l'accroissement rapide des villes, pose déjà de nombreux problèmes, non seulement au niveau des villes mais aussi à celui des zones rurales. Mais la façon d'aborder ces problèmes varie grandement avec la conception que l'on se fait de la ville et de son rôle dans le pays. Je ne m'étendrai pas sur cette question que M. Althabe traitera plus loin; mais il est nécessaire de la poser dès maintenant pour interpréter correctement ce qui va être dit par la suite.

A la période coloniale, les conceptions que l'on se faisait des rapports entre la métropole et la colonie, variables



*Vue générale
de Port-Louis
et la fleuve
Sénégal*

d'ailleurs d'un colonisateur à l'autre, concordaient sur le fait qu'elles n'envisageaient pas la création de grandes villes où, du moins, la fixation de grandes masses de populations locales dans ces villes. Selon le principe de l'économie dite Complémentaire, la métropole devait pourvoir aux besoins de sa colonie et celle-ci n'avait pas besoin d'industries ni de services importants, en un mot de ce qui constitue les secteurs secondaire et tertiaire de l'économie. Il suffisait de postes administratifs et de points de négoce où s'opéraient l'achat de denrées locales et la vente des produits manufacturés. Dans les régions minières s'ajoutaient à ce système des compounds destinés à loger une main-d'œuvre périodiquement renouvelée.

Durant cette période qui s'étend jusqu'à l'avant-guerre, les concentrations de population dans les villes se sont donc faites partiellement à l'insu et en tout cas contre la volonté de la puissance gouvernementale. Même lorsqu'on s'est lancé après 1945, dans l'exécution de grands programmes d'équipement, l'administration s'est inquiétée du danger des afflux incontrôlés de population et s'est

demandé comment employer cette population devenue pléthorique au regard des possibilités économiques des zones urbaines. Cette tendance à culpabiliser, si l'on peut dire, la ville et le phénomène urbain, a d'ailleurs été héritée, au moins partiellement et pour des raisons analogues, par les gouvernements qui ont suivi. Peu à peu cependant, une nouvelle conception de la ville est apparue, qui tend actuellement à prévaloir. Elle est liée, en Afrique comme en Europe d'ailleurs, au succès de l'idée de développement planifié qui, provenant d'une part des pays socialistes, d'autre part des schémas industriels utilisés dans les pays capitalistes, attribue à la ville, dans le pays pris comme un ensemble, un rôle tout autre que celui que l'on envisageait autrefois. Selon cette nouvelle conception, la grande ville africaine n'est plus considérée comme un élément inutile et superflu, mais devient au contraire, le moteur, le pôle principal du développement de la nation.

C'est dans cette dernière perspective que nous allons nous placer pour examiner certains phénomènes liés à la croissance des villes et considérés ici au niveau des populations.

II QUELQUES ASPECTS HUMAINS DU PHÉNOMÈNE D'URBANISATION

Dans cette seconde partie, nous passerons d'abord rapidement en revue les aspects positifs de l'urbanisation; puis parmi ses aspects négatifs, nous examinerons le phénomène de l'exode rural en envisageant d'abord au niveau de la ville qui est le milieu d'arrivée, ensuite à celui des zones rurales qui sont les milieux de départ. Enfin, pour terminer nous porterons notre attention sur des zones rurales qui semblent avoir résisté à ce mouvement de dépopulation en faveur de la ville, en nous demandant quelles sont les causes de cette résistance.

A | *Les aspects positifs de l'urbanisation.*

On a souvent tendance à considérer l'urbanisation uniquement sous ses aspects excessifs ou pathologiques. Il est nécessaire d'insister également sur le fait que la grande ville présente aussi des aspects favorables, crée des conditions irremplaçables, qui sont à l'origine de phénomènes qui autrement ne se seraient pas produits. Il est certain qu'en Afrique, comme ailleurs, les grandes villes ont joué un rôle considérable dans le développement des civilisations. Dans l'Afrique précoloniale déjà, certaines des formes les plus évoluées de vie sociale se sont développées dans les villes importantes. Tel a été par exemple le cas de Tombouctou, ou des grandes villes du golfe de Benin.

Aujourd'hui encore, on peut dire que la grande ville est souvent en Afrique le seul point du pays qui soit équipé de façon moderne, au sens du moins où nous entendons cette notion. Elle propose alors aux populations, sous une forme achevée, non seulement des produits

et des équipements nouveaux, mais aussi des façons de vivre et de penser nouvelles; des conditions de vie tout à fait différentes de celles des zones rurales et des milieux coutumiers. Comme le montre Georges Balandier, elle est le centre où s'élaborent des modèles culturels nouveaux, des formes de vie nouvelles — qu'ils soient d'origine européenne ou de création locale originale — qui se diffusent ensuite dans le reste du pays.

Cette transformation opérée par la ville est extrêmement profonde. Les études faites à partir des tests qu'on appelle communément « d'intelligence » ont fait apparaître que les citadins, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe ou en Afrique, avaient toujours des résultats plus élevés que les habitants des campagnes. Cela ne veut certes pas dire que les citadins soient, de toute éternité, et par essence, en quelque sorte, plus intelligents que les ruraux. Mais cela signifie, et c'est ce qui est important lorsqu'on considère justement le rôle des grandes villes, que les stimulations que les gens reçoivent dans les milieux urbains, les exemples qu'ils y voient, les tâches aussi qui leur sont demandées, constituent une sorte d'entraînement intellectuel, que l'on pourrait comparer à l'entraînement physique que reçoit un sportif. Il est alors normal que les gens des villes, du simple fait qu'ils y sont plus exercés, soient plus aptes aux tâches intellectuelles que ceux des campagnes.

Cette stimulation, née du contact des hommes, des choses et des idées, est associée dans les grandes villes à deux éléments : d'une part, la présence d'une élite intellectuelle qu'on ne rencontre pas dans les campagnes et qui joue le rôle d'exemple et de moteur, d'autre part, l'existence des moyens d'acquérir le savoir sous ses formes les plus élevées. Ce sont ces conditions qui ont, en particulier, permis de créer rapidement en Afrique des générations de techniciens, de fonctionnaires et d'hommes politiques. Et

c'est certainement pour une bonne part à ses grandes villes que l'Afrique doit la rapidité de son évolution politique de l'après-guerre.

Aujourd'hui encore, en dépit des problèmes soulevés par l'urbanisation et que nous allons étudier maintenant, la grande ville n'a pas terminé son rôle et M. Althabe nous montrera plus loin, comment cette ville a, au contraire, des fonctions nouvelles à remplir dans le développement du pays.

B | *L'exode rural - Les conséquences au niveau des villes.*

A côté de ces facteurs favorables, liés à la création des grandes villes, il faut bien dire qu'il existe aussi des aspects négatifs ou, plus exactement, excessifs de l'urbanisation. Le plus général de ces facteurs est sans doute l'exode rural massif, responsable de la croissance démesurée des villes et du dépeuplement corrélatif des campagnes. Nous en étudierons ici, avec un cas qui nous paraît significatif, les effets au niveau de la ville et les conséquences à court et à long terme.

Notre exemple sera pris à Brazzaville où M. Althabe et moi-même avons passé de 1957 à 1959, plusieurs mois à enquêter sur le problème du chômage. Quelques années auparavant, des sociologues et des géographes avaient déjà étudié dans cette ville certains problèmes relatifs à la population. Mais ils l'avaient fait à l'époque de la prospérité, alors que nous sommes arrivés au moment le plus critique de la crise. La comparaison de ces diverses études nous a fait apparaître des phénomènes de dynamique sociale qui, autrement, seraient peut-être restés cachés.

D'une façon générale on peut dire que, depuis un passé déjà reculé, Brazzaville exerce une grande attirance sur les populations du reste du Congo. Mais la grande poussée démographique de la ville date de l'après-guerre. En effet, à partir de 1945, des réalisations industrielles importantes : l'aménagement d'un port, la construction d'un barrage, le développement de la ville, ont provoqué pendant au moins cinq années, un afflux continu de ruraux se chiffrant autour de 3 000 à 1 000 personnes par an. En 1950, la ville comportait environ 70 000 personnes et le Congo atteignait le taux de 20% de population urbaine, soit un des plus élevés d'Afrique. Cet exode rural massif avait déjà, à l'époque, inquiété les autorités et, dès 1949, un membre du Grand Conseil avait demandé que celui-ci soit étudié de façon sérieuse. Un sondage fait en 1951 montrait que des proportions de 64 à 90% des Africains de Brazzaville étaient nés hors de la ville. Un taux de 45 à 50% étant considéré comme à peu près satisfaisant, c'était donc là un chiffre extrêmement alarmant. Du fait, de l'ouverture des chantiers, tous les hommes valides se précipitaient en ville pour tâcher de trouver du travail, et c'est en majorité parmi les hommes adultes, principalement parmi les jeunes, que se recrutaient à cette époque les immigrés. En 1950, plus de la moitié des hommes de la ville avaient entre 19 et 38 ans et la ville avait ce caractère de camp de travail que Georges Balandier a décrit dans son ouvrage bien connu sur les « Brazzavilles noires ».

Dès 1951, avec l'achèvement des travaux entrepris et le tarissement des crédits d'investissements, du fait aussi, il faut le dire, de l'absence de programme de développement économique en profondeur, sont apparus les premiers signes d'une crise qui allait rapidement devenir très grave et entraîner un chômage considérable. En 1957, nous avons pu estimer à 8 000, c'est-à-dire au tiers de la population active, la proportion des sans-travail à Brazzaville. La question qui se posait alors à nous, était de savoir comment s'était comportée au cours de ces cinq années de crise, la population relativement instable du camp de travail décrite par M. Balandier. Nous comparerons pour le savoir, les résultats de deux recensements, l'un datant de 1950-1951, au sommet de la période de prospérité, l'autre effectué cinq ans plus tard au point le plus bas de la crise.

D'une façon générale, la population totale de la ville semble avoir subi au cours de ces cinq années, un accroissement assez considérable, puisqu'elle est passée de 70 000 à 85 000 habitants. Mais cela tient en partie au fait que les membres d'une secte religieuse, les matswanistes, avaient refusé de répondre au recensement de 1950, alors qu'un grand nombre d'entre eux se sont déclarés en 1955.

Compte tenu de cette remarque, on s'aperçoit que d'un recensement à l'autre, le nombre des hommes de plus de 15 ans est resté relativement stationnaire. Cela signifie qu'avec l'apparition de la crise, l'exode des hommes adultes s'est pratiquement terminé et qu'une première étape du mouvement migratoire a pris fin. Mais cela montre aussi, qu'en dépit du chômage, les hommes arrivés avant 1950 sont restés en ville au lieu de regagner les villages d'origine. L'accroissement de population n'étant pas dû aux hommes, que s'est-il donc passé au cours de cette période? Une comparaison des deux recensements, portant cette fois sur les femmes, fait apparaître que le nombre des femmes de plus de 15 ans, s'est accru entre les deux époques de 5 000 à 6 000 personnes, ce qui est considérable à l'échelle de la population de la ville. L'essentiel de l'accroissement de la population de la ville, provient donc d'une migration massive et continue des femmes. La « sex-ratio » en subit une évolution considérable qui matérialise clairement cette évolution, puisqu'elle passe de 535 femmes pour 1 000 hommes en 1950, à 732 femmes pour 1 000 hommes, c'est-à-dire moitié plus, en 1955.

Ce trait confirme au passage ce que nous laissait craindre la fixation de la population masculine, à savoir que non seulement les hommes venus à la période de la prospérité s'étaient fixés en ville, mais qu'ils y avaient fait venir des femmes des villages, créant ainsi par induction, une seconde vague de peuplement d'une importance encore plus considérable.

Comme on peut s'y attendre, un tel changement dans la composition de la ville, a eu des répercussions profondes sur le mouvement des naissances. Certes, en raison de circonstances particulières dues au déficit en femmes de la population urbaine, la nuptialité n'a pas suivi une courbe comparable à celle de l'immigration des femmes, et n'a guère augmenté que de 1/5 au cours de la période considérée. Mais, par contre, et c'est le second phénomène indirect important que nous montre la comparaison de ces deux recensements, la natalité s'est déjà relevée de façon considérable. En effet, au cours de la même période, le nombre des enfants de 0 à 5 ans, c'est-à-dire les enfants nés au cours de ces cinq années, est passé en chiffres ronds de 9 000

à 15 000, soit une augmentation de près des 3/5. Dès cette époque donc et en dépit de la faible nuptialité, on voit apparaître un volume de naissances relativement considérable. Il serait d'ailleurs intéressant d'en suivre les effets jusqu'à main tenant, en analysant les recensements plus récents. Mais il est raisonnable de penser que nous nous trouvons dès 1955 au début d'un troisième stade dans l'évolution du peuplement, caractérisé par l'apparition d'un mouvement naturel important qui a déjà pris le relais de l'immigration et qui continuera à assurer, même en dehors de celle-ci, l'accroissement de la population urbaine. L'espoir de voir se résorber automatiquement, du fait de la crise, l'excès de la population urbaine, apparaît donc tout à fait chimérique. On peut même penser que, du fait de l'apparition d'une génération née en ville, se crée une population spécifiquement urbaine, beaucoup plus coupée de la population rurale que ne l'étaient les immigrants mâles des années 1945-1950.

Telles sont les graves conséquences, à moyen et à long terme, de mouvements d'exode incontrôlés et difficilement contrôlables vers les villes.

C | L'exode rural - Les conséquences au niveau des campagnes.

Au niveau des zones rurales, les problèmes posés ne sont pas moins importants. Pour changer de région, nous interrogerons sur ce point, les travaux des anthropologues anglais qui ont étudié en Afrique de l'Est, et en Afrique du Sud, certaines conséquences sur les zones rurales de l'exode vers les villes.

Au lendemain de la guerre, l'anthropologue anglais Monika Hunter, observait en Rhodésie du Nord, des migrations vers les villes tout à fait comparables, par leur nature et par leur importance, à celles que nous venons d'étudier à Brazzaville. À East-London, à l'époque où cet auteur étudiait la ville, la sex-ratio était encore plus faible qu'à Brazzaville, puisqu'elle était de 466 femmes pour 1 000 hommes (au lieu de 535) ce qui donne une idée de la gravité du déséquilibre démographique.

Dans certains districts ruraux du pays, des proportions atteignant 30 à 50% de la population masculine d'âge actif avaient émigré vers les villes. Ce qu'il restait alors de femmes, de vieillards et d'enfants était insuffisant pour compenser cette perte d'énergie. La conséquence en était la sous-exploitation des terres cultivables entraînant un abaissement général de conditions de vie déjà médiocres, une malnutrition à peu près permanente et un abaissement du niveau technique de l'agriculture coutumière.

Normalement, étant donné le volume de l'exode de la population masculine vers les villes, on aurait pu espérer une compensation de la part de celle-ci sous forme d'envois d'argent ou de produits de consommation vers les zones rurales d'où elle était issue. En fait, d'enquêtes très précises faites à cette époque, il apparaît qu'il n'en est pratiquement rien. Une proportion de 70% des émigrés, soit la plus grande partie, avaient passé en ville, les 2/3 de leur vie depuis l'époque de leur départ. Vivant presque constamment en ville, il est normal qu'ils y aient dépensé la plus grande partie de leurs biens. Et l'auteur a calculé qu'en fait, 10,4%

seulement de leurs gains étaient revenus à leur famille des villages. C'est évidemment tout à fait insuffisant, et il est apparu que la perte de main-d'œuvre subie par les campagnes du fait de cet exode était à peu près sans compensation et que, au total, la campagne donnait à la ville beaucoup plus qu'elle n'en recevait.

Ces considérations peuvent paraître un tableau très pessimiste de la situation. On peut se demander si la gravité de celle-ci n'est pas telle qu'elle décourage toute espèce d'efforts, et si les instances dirigeantes peuvent espérer disposer de moyens efficaces pour agir sur ces phénomènes. C'est donc le problème même des chances de réussite d'un programme de développement concerté qui se pose ici, car toutes les politiques de planification, M. Althabe y reviendra plus loin, postulent en premier lieu le contrôle des mouvements de population et la fixation d'une partie importante de celle-ci dans les zones rurales.

D | Les zones rurales développées et le contrôle du dépeuplement.

Nous nous proposons maintenant de compléter ces aspects négatifs du problème en étudiant, toujours à travers des travaux d'anthropologues, des exemples de sociétés rurales qui, elles, ont réussi à fixer leur population et même, pour certaines, à créer des mouvements d'immigration en leur faveur.

Il faut d'abord faire remarquer que l'exode vers les villes ne s'est pas déclenché pour des raisons aussi simples que l'ont cru parfois les sociologues urbains eux-mêmes. On a posé aux gens — et nous-même l'avons fait — des questions sur les raisons qui les avaient fait venir en ville, et on en a tiré des conclusions parfois hâtives. Il est d'ailleurs juste de faire remarquer que la vogue actuelle des explications ultimes par les « motivations », ou ce que l'on croit être tel, n'est pas le fait des sociologues et ne dit à ceux-ci rien qui vaille. Certes, les raisons données par les gens ne sont pas fausses : quand ils disent qu'ils sont venus en ville pour telle ou telle raison, c'est vrai, mais c'est une explication insuffisante.

En effet, pour que le désir de venir en ville puisse se matérialiser par un acte concret, il a fallu que se crée une situation particulière, c'est-à-dire que se constitue, au sein des sociétés rurales, toute une série de conditions, de transformations, dont il est utile de dire un mot. Ces conditions sont différentes d'une partie de l'Afrique à l'autre, suivant, en particulier, qu'il s'agisse de régions minières ou de régions de culture industrielle. Mais il semble bien que, dans la plupart des cas, ce soit l'introduction de deux facteurs nouveaux dus à la colonisation, l'économie monétaire et — phénomène qui lui est associé — le salariat qui a fortement préparé le « décrochage » des populations rurales.

Pas plus que les motivations en faveur de la ville, ces facteurs ne suffisent cependant à provoquer à eux seuls un mouvement d'exode rural. En effet, on peut dire aujourd'hui que toutes les régions d'Afrique ont été peu ou prou, et à des degrés divers, touchées comme les autres par l'introduction du salariat et de l'économie monétaire, placées comme les autres dans le champ d'attraction des grandes villes et qui ont cependant conservé leur population et leur

équilibre. Il est intéressant d'examiner certaines de ces populations et de nous demander les causes de leur stabilité.

Nous évoquerons ici le cas de deux populations qui se trouvent dans cette situation. Elles appartiennent l'une et l'autre à des contextes politiques opposés et c'est la raison pour laquelle elles ont été choisies : les Mambwé de Rhodésie du Nord, d'une part, à proximité d'une région industrielle et minière, les Agni du Ghana, d'autre part, dans une région de riche culture industrielle.

Les Mambwé, sur lesquels l'anthropologue Wilson a publié en 1958, un ouvrage intitulé « Cohésion tribale et économie monétaire », sont une population d'une vingtaine de mille habitants, qui vit au sud du lac Tanganyika. Avec les Mambwé, nous nous trouvons dans un système colonial extrêmement autoritaire, dominé par le régime de l'apartheid, et où les libertés politiques et individuelles sont pratiquement inexistantes. Quoique l'on pense de ce régime et quel que soit son avenir, il est utile de l'examiner dans son fonctionnement et dans ses résultats, au regard du problème qui nous intéresse et de se demander aussi d'ailleurs ce qu'il en adviendra, le jour où un système plus libéral le remplacera.

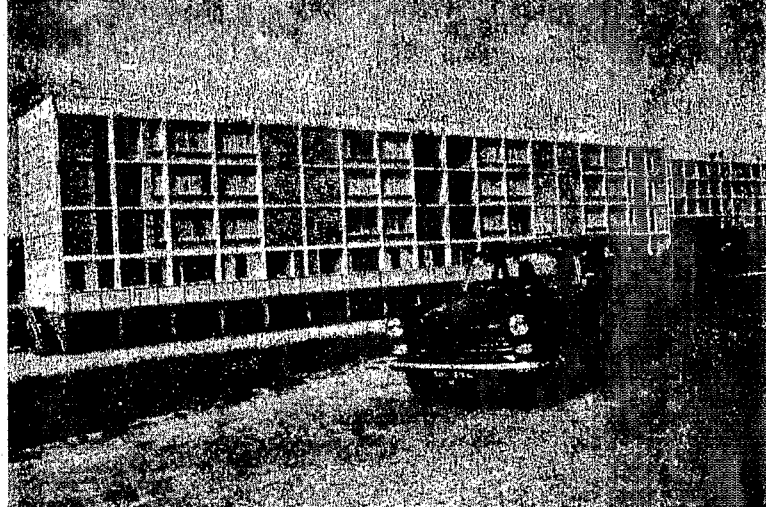
Selon le système colonial dans lequel vivent les Mambwé, les hommes, et seulement les hommes, vont entre 18 et 40 ans travailler en ville. Ce n'est pas à proprement parler un régime de travail forcé, mais il existe des sollicitations économiques extrêmement pressantes qui tiennent au bas niveau de vie de la population. En même temps, une certaine idéologie s'est développée à l'intérieur de la population mambwé elle-même, qui veut que, les aînés étant allés en ville, les jeunes doivent suivre leur exemple.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que la presque totalité des Mambwé vont faire dans leur vie plusieurs séjours à la ville, dont certains sont parfois prolongés, mais toujours coupés de retours au pays. Ils y travaillent comme salariés pendant une partie appréciable de leur vie. A 40 ans, ils sont rejetés par le marché du travail qui ne leur donne plus d'embauche. Ils reviennent alors s'installer dans les réserves.

Il semble qu'en dépit ou à cause de ce système extrêmement autoritaire, la réintégration dans le milieu rural de ces travailleurs, qui ont pourtant passé des périodes très longues de leur existence à la fois en ville et en régime d'économie salariale, se fasse assez bien. C'est là un phénomène extrêmement intéressant, si on le compare aux réactions d'autres populations, au Congo-Brazzaville, par exemple, où la difficulté à retourner en milieu rural apparaît très tôt, au bout de quelques années d'urbanisation.

Certaines conditions de cette réintégration, chez les Mambwé, méritent d'être précisées. Malgré ses absences, l'émigrant conserve le droit de cultiver les terres tribales. A son retour, il se réintègre dans une société très structurée, très organisée, à la fois patrillinéaire et patrilocale. La chefferie y reste fortement organisée. Le chef de village est en même temps le chef de la terre; il est soumis lui-même à un chef de province, qui est aussi le chef de la terre pour la province. Le chef de village distribue les terres; il est aussi le banquier du village et, pratiquement, c'est lui qui monopolise le commerce extérieur. En outre, la société mambwé traditionnelle possède un niveau technique relativement élevé.

Il est juste de dire que la conclusion de Wilson, sur l'avenir



de ce système, est assez peu optimiste. En effet, l'auteur y décèle des forces de destruction qui sont de deux ordres : d'une part, l'apparition d'une opposition à la structure coloniale dans son ensemble, qui se fait dans le cadre des syndicats; d'autre part, des forces de désorganisation interne, qui tiennent au fait que le rôle des chefs de terre, sur lesquels repose la cohésion du système, commence à s'altérer. Cependant, et dans l'état actuel des choses, nous avons là l'exemple d'une population rurale qui, bien qu'elle ait eu un contact étroit et suivi avec une zone urbaine, a pu, pendant de longues années, s'adapter à un régime nouveau tout en conservant sa cohésion et réintégrer dans des conditions jusqu'ici satisfaisantes, les hommes qu'elle envoyait travailler en ville.

Notre second exemple, sur lequel nous serons brefs, concerne cette fois une population du Ghana, les Agni. Les Agni sont implantés dans les riches régions cacaoyères de l'est du pays. A la différence des Mambwé, qui ne peuvent subsister qu'en symbiose économique avec la ville, la source principale de revenus des planteurs agni provient de leur terroir. Or les Agni, non seulement semblent fixés d'une façon satisfaisante sur celui-ci, mais ils ont réussi à créer un mouvement d'immigration en direction de leurs plantations. La cause de leur stabilité, dans un pays où existent cependant de grandes villes, semble résider avant tout dans l'importance des revenus qu'ils tirent de leurs plantations de cacao et aussi, sans doute, dans le caractère relativement modéré du travail que leur demande l'entretien de ces plantations.

D'autres exemples du même genre pourraient être facilement trouvés en Afrique, ne serait-ce que dans des régions

voisines comme la Côte-d'Ivoire, le Togo et le Gabon. Tous tendent, et c'est ce qui nous importe ici, à nous montrer des exemples de populations rurales qui sont restées sur leur terroir lorsque certaines conditions étaient réunies et ont résisté spontanément à l'attraction des villes. Il semble donc bien que, ni l'apparition de l'économie monétaire ni l'image de la ville, bien que celle-ci joue un rôle essentiel, en particulier au niveau des jeunes, ne suffisent à elles seules à déraciner irrémédiablement les masses rurales et à les faire se précipiter vers les zones urbaines. Il nous paraît plus exact de penser que ces facteurs contribuent — parmi d'autres — à créer des niveaux d'aspiration plus élevés. Les gens croient atteindre plus facilement ces conditions meilleures en venant en ville. On comprend alors que les mouvements d'exode rural ne prennent une ampleur de nature à mettre en péril l'équilibre national que lorsqu'ils se présentent dans des pays où les milieux ruraux sont exagérément sous-développés.

Et ceci est sans doute une confirmation, à travers des études concrètes recueillies dans des pays très différents, de l'idée dont nous sommes partis au début de cette étude, que le contrôle de l'exode vers les villes et, par lui, la maîtrise d'un développement harmonieux des pays, devaient se faire avant tout à partir d'une action sur les zones rurales. Dire cela n'est pas, bien sûr, résoudre automatiquement tous les problèmes qui se présenteront. Mais avoir mesuré les difficultés que l'on rencontrera est peut-être déjà une raison d'entreprendre et d'espérer.

R. DEVAUGES

Maitre de Recherches à l'ORSTOM.

